

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 2^e trimestre 2024



PANORAMA GÉNÉRAL

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 2^e trimestre 2024

16 371 défaillances d'entreprises au 2e trimestre 2024 (+23,4%), la phase de rattrapage Covid se referme, la conjoncture prend le relais.

- > Les employeurs de 50 à 99 salariés plus vulnérables sur ce T2.
- > Le bâtiment toujours en très grande difficulté.

Mais..

- > Le point haut semble atteint, le reflux se confirme au fil des mois.
- > Le commerce de détail d'habillement ou la boulangerie repassent au vert, la restauration se stabilise.



Paris, le 11 juillet 2024 |

Le groupe Altares, expert historique et référent de la donnée d'entreprises, dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 2e trimestre 2024.

Le nombre d'ouvertures de procédures de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire de ce printemps est élevé (16 371), très au-dessus de la moyenne observée de 13 700 sur les décennies 2000 et 2010. Ce nombre découle d'une conjoncture ralentie et du rattrapage d'une partie des défauts évités pendant la crise sanitaire grâce aux aides. Pour autant, la hausse des sinistres décroît et retombe à +23% contre +35% il y a un an (et même +49% en juin 2022). Cette décélération est très marquée dans plusieurs activités du B2C.

Si trois quarts des défauts concernent des microentreprises de moins de 3 salariés, la tendance la plus forte est observée chez les PME de 50 à 99 salariés dont les défaillances augmentent deux fois plus vite que la moyenne. À noter qu'en dehors des trois plus gros employeurs, le nombre d'emplois menacés tombe à 52 700 soit seulement 1400 de plus (+2,7%) qu'un an plus tôt.

Thierry Millon, directeur des études Altares : « Le premier trimestre signalait l'amorce d'un ralentissement de la hausse des défauts, le deuxième la confirme. Une partie seulement des entreprises, alors épargnée grâce aux aides, est aujourd'hui rattrapée par le train des faillites. Ce 2e trimestre 2024 en est encore l'illustration avec « seulement » 2 600 procédures de plus que la moyenne long terme. Cette situation confirme le scénario d'un plateau avec une conjoncture qui peine à retrouver un second souffle mais qui va redescendre progressivement. Une stabilisation se dessine sur les trois derniers mois avec 5 500 procédures mensuelles. Les activités liées à la consommation, qui avaient connu des pics de défaillances parfois historiques comme dans la coiffure, inversent enfin la tendance. Néanmoins, la crise de l'immobilier pèse sur de nombreux acteurs, en particulier dans la construction. Le gros-œuvre et le second-œuvre concentrent ainsi à eux-seuls une procédure sur cinq. »

Un trimestre au plus haut mais des prémisses d'un retour possible à la normalité

16 371 entreprises sont tombées en défaillance entre le 1er avril et le 30 juin 2024 ; seuls les 2e trimestres 2009 (crise financière) et 2013 (crise des dettes souveraines) avaient également franchi la barre des 16 000 défauts. **La hausse est ramenée à +23%** alors qu'elle était deux fois plus rapide à fin juin 2022 (+49%) et encore très forte il y a un an (+35%).

Avec 416 jugements enregistrés ce trimestre, **le nombre de procédures de sauvegarde est en retrait de 3,5 %**.

A l'inverse, **les redressements judiciaires (4 817) sont en hausse (+39%)** et concentrent désormais près de 30% des jugements, retrouvant ainsi les taux d'avant Covid.

Le rythme ralentit en revanche pour les ouvertures de **liquidation judiciaire dont le nombre (11 138) augmente de 18,9 %** et représente 68% des défaillances, loin des 75% qui prévalaient durant la crise sanitaire.

En données glissées sur 12 mois, la barre des 61 000 cessations de paiement a été franchie en mai et celle des 62 000 le sera en juillet.

La situation s'améliore pour les ETI et PME à l'exception notable de celle de 50 à 99 salariés.

Les trois quarts des défaillances (12 000) concernent des microentreprises de moins de 3 salariés qui enregistrent une augmentation des défauts de 26,4%. Ces structures, dont près d'un quart se situe dans la restauration ou le second œuvre du bâtiment, ne sont pas particulièrement récentes. Ainsi, plus de six sur dix ont été créées avant le 1er confinement sanitaire.

Les PME de 50 à 99 salariés sont en revanche sévèrement touchées. Elles affichent une augmentation très rapide du nombre de défauts (+48%) et elles subissent également une forte poussée des liquidations judiciaires (+91%), 30% de ces 80 PME se concentrent dans deux activités, le transport routier de marchandises et la sécurité privée.

La situation se détend sensiblement pour les **PME de taille plus importante et les ETI**. 45 structures d'au moins 100 salariés ont fait défaut, un nombre en retrait de près de 17% par rapport au 2e trimestre 2023. Peu nombreuses, ces sociétés menacent néanmoins près de 25 000 emplois (environ un tiers de la totalité des emplois menacés ce trimestre).

En effet, **69 500 emplois sont menacés** ce trimestre, un nombre important en augmentation de 25% sur un an. Un chiffre qui s'explique par l'ouverture de procédures collectives sur trois sociétés de plus de 1000 salariés.

Les plus jeunes entreprises résistent mieux que leurs aînées.

A peine plus d'une entreprise défaillante sur dix a été **créée il y a moins de 3 ans**. 1839 structures de cette tranche d'âge ont défailli, un nombre en augmentation de « seulement » 11%.

Dans les autres tranches, la tendance varie peu autour de +25%. Les entreprises de plus de 15 ans sont marquées par une hausse des défaillances de plus de 27% sur un an. Et ce sont les entreprises créées depuis plus de 50 ans qui sont les plus impactées (+37% ; 107 entreprises).

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

(Données arrêtées au 1^{er} juillet de chaque année)

	2020 T2	2021 T2	2022 T2	2023 T2	2024 T2	EVOLUTION T2 2024/2023	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	160	165	289	431	416	-3,5%	292
Redressements Judiciaires	1 303	1 495	2 325	3 465	4 817	39,0%	2 681
Liquidations judiciaires directes	4 303	4 927	7 212	9 370	11 138	18,9%	7 390
Total défaillances	5766	6587	9826	13266	16371	23,4%	10 363
Total Emplois menacés	43 400	19 530	30 560	55 700	69 500	24,8%	43 738
Emplois menacés par entreprise	7,5	3,0	3,1	4,2	4,2	-	4,2

Analyse des défaillances d'entreprises au 2^e trimestre 2024 dans les régions

Quatre régions connaissent encore une forte hausse des défaillances.

En tête de celles-ci, la **Normandie** qui accuse une augmentation de 38,5% pour 640 procédures, un T2 au plus haut depuis 2016. Une situation tirée par les mauvaises performances de la **Seine-Maritime** (259 ; +57%) et du **Calvados** (181 ; +68%) que ne peut compenser le recul de la **Manche** (59 ; -14%).

En deuxième position, l'**Île de France** qui affiche une augmentation de 34% pour 4182 défauts un nombre jamais approché depuis plus de 25 ans. Si **Paris** tente de résister (1102 ; +14%), les tendances sont en revanche lourdes pour la **Seine-Saint-Denis** (774 ; +74%), le **Val-de-Marne** (383 ; +56%), les **Hauts-de-Seine** (368 ; +47%) ou la **Seine-et-Marne** (683 ; +36%).

La **Bourgogne** enregistre 543 défauts soit une sinistralité en hausse de 32,4%. La région retrouve un niveau de défaillances T2 au plus haut sur dix ans. Si les jugements se stabilisent dans le **Jura** (38), ils augmentent très fortement dans l'**Yonne** (95 ; +102%). La **Saône-et-Loire** est également à la peine (108 ; +40%).

La **Nouvelle Aquitaine** ferme la marche avec une hausse de 30,3%. La région compte 1525 procédures un nombre légèrement supérieur à celui du T2 2013.

Les défauts reculent en **Dordogne** (71 ; -16%), se stabilisent ou augmentent peu en **Creuse** et **Deux-Sèvres**. La situation est en revanche particulièrement tendue dans la **Vienne** (84 ; +53%) et en **Gironde** (616 ; +60%).

Quatre régions sont proches de la moyenne française.

Auvergne-Rhône-Alpes est un peu au-dessus (+24,2% contre +23,4%). La région compte près de 1900 procédures ce 2^e trimestre, un nombre au plus haut depuis le T2 2013. Trois départements sont stables, le **Cantal**, l'**Isère** et la **Haute-Loire** tandis que l'**Allier** affiche même un recul (-4%). En revanche, la situation est très tendue dans l'**Ain** (176 ; +102%) et la **Savoie** (180 ; +51%).

Provence-Alpes-Côte-d'Azur dépasse 1600 défaillances d'entreprise (1616 ; +21,6%), un nombre au plus haut depuis le T2 2013. Les défauts se stabilisent dans le **Vaucluse** (153) tandis qu'ils augmentent de plus de 20% dans les **Alpes-Maritimes** (409 ; +23%), le **Var** (335 ; +22%) et les **Bouches-du-Rhône** (639 ; +26%).

En **Bretagne**, 575 défaillances ont été enregistrées ce deuxième trimestre, en augmentation de 21,3%. La tendance est tirée par le **Morbihan** (147 ; +24%) et l'**Îlle-et-Vilaine** (197 ; +27%).

La **Corse** passe la barre des 100 défauts (109 ; +21,1%)

et retrouve la sinistralité du printemps 2019.

Le **Grand Est** (1108 ; +20%) offre une belle résistance à l'ouest de son territoire. Les **Ardennes**, l'**Aube** et la **Marne** affichent une quasi-stabilité du nombre de défauts par rapport au T2 2023. A l'est, le rythme est également encourageant avec des augmentations de 10% dans le **Bas-Rhin** (244) et 19% dans le **Haut-Rhin** (166). La situation est plus compliquée en **Meurthe-et-Moselle** (156 ; +51%) et en **Meuse** (56 ; +250%).

Deux régions contiennent la hausse des défauts entre 10% et 20%.

Les **Pays de la Loire** (678 ; +17,3%) affichent des tendances locales contrastées. Ainsi, la **Mayenne** (44) enregistre un recul (-2%) du nombre de défauts et la **Loire-Atlantique** (249 ; +4%) et la **Vendée** (130 ; +6%) une relativement faible hausse. A l'inverse, le rythme accélère dans la **Sarthe** (93 ; +39%) et le **Maine-et-Loire** (161 ; +53%).

Le **Centre Val-de-Loire** compte 514 défaillances d'entreprise (+13,2%), un nombre comparable à celui du T2 2016. Le **Loir-et-Cher** affiche un net recul (51 ; -20%) mais aussi le **Cher** (56 ; -8%) tandis que l'**Indre-et-Loire** limite la hausse à +6% (139). A l'inverse, l'**Indre** accuse une forte augmentation (37 ; +61%). L'**Eure-et-Loir** (107 ; +32%) et le **Loiret** (127 ; +31%) sont également à la peine.

Deux régions tombent sous les +10%.

En **Hauts-de-France**, les deux premiers départements font mieux que résister. Ainsi, le nombre de défaillances recule de 9% (483) dans le **Nord** et est quasiment stable (+2%) dans le **Pas-de-Calais** (239). La sinistralité augmente en revanche rapidement dans l'**Oise** (167 ; +40%) et plus encore dans la **Somme** (137 ; +74%).

L'**Occitanie** offre la meilleure tendance métropolitaine (1356 ; +6,5%). La moitié des départements passe au vert. Le nombre de défauts recule dans le **Tarn-et-Garonne** (-4%), le **Tarn** (-6%), le **Gard** (-9%) et l'**Aveyron** (-10%). La baisse dépasse -30% dans le **Lot**, les **Hautes-Pyrénées** et la **Lozère**. Dans l'**Hérault**, le chiffre est quasi stable (293) contrairement aux **Pyrénées-Orientales** (+38%) qui comptent 166 procédures. C'est l'**Ariège** qui ferme la marche, le département dérape de 63% avec 44 jugements.

L'outre-mer est conforme à la tendance globale.

En **outre-mer**, le nombre de défaillances augmente de près de 22%. La **Guyane** affiche même un chiffre en recul de 12,5% (14). La **Martinique** contient la hausse sous les 10% (103 ; +7,3%) et la **Guadeloupe** sous +20% (88 ; +17,3%). La **Réunion** est plus sévèrement orientée (292 ; +33,9%).

Davantage d'activités basculent dans le vert, surtout dans le B2C, mais la construction reste très impactée.

Les activités dans le vert ou mieux orientées

Dans le B2C, les défaillances reculent pour plusieurs activités



LA BOULANGERIE

Plus de 250 **boulangers** ont encore défailli ce trimestre mais ce chiffre est en recul de 1,2% confirmant la trajectoire plus favorable amorcée en début d'année 2024.



LA RESTAURATION

La **restauration traditionnelle** reprend son souffle avec 777 procédures ouvertes (+1,3%) ce deuxième trimestre, soit seulement une dizaine de plus qu'un an plus tôt. La situation ne s'inverse en revanche pas dans la **restauration rapide** qui compte 824 jugements (un nombre en augmentation de 27,6%).



SUPERMARCHÉS

Moins d'une trentaine de **supermarchés** ont fait défaut, c'est 45% de moins sur un an.



COMMERCE

L'amélioration se dessine ce 2e trimestre dans le **commerce de prêt-à-porter** qui enregistre à peine plus de 250 procédures un nombre en retrait de 7,7%.



LA COIFFURE

La **coiffure** poursuit son long rétablissement mais compte encore près de 300 procédures soit 5,7% de plus sur un an. La situation est plus tendue pour **les salons de beauté** qui comptent 168 procédures, en augmentation de 18,3%.



COSMÉTIQUE

Avec moins de 40 procédures ouvertes la **parfumerie au détail** semble plus épargnée (-20,8%).



SANTÉ

L'action sociale et la santé humaine évoluent également favorablement. C'est notamment le cas dans les activités d'aide à domicile ou les crèches. La situation est en revanche plus tendue dans les activités d'infirmiers.



SPORT

Les activités récréatives sont dans le vert notamment les activités liées au sport dont les centres de culture physique.

Le B2B aussi compte quelques activités dans le vert.



MÉCANIQUE INDUSTRIELLE

26 entreprises de **mécanique industrielle** ont fait défaut, c'est 2 entités de moins qu'il y a un an. Le recul est du même ordre dans l'installation de machines ou de structures métalliques.



SERVICES AUX ENTREPRISES

Dans les services aux entreprises la situation se détend pour les **agences de publicité** (72 ; -11%) et de **relations publiques** (41 ; -2%).

Les **services d'aménagement paysager** comptent toujours plus d'une centaine de procédures (106) mais ce nombre recule de près de 4%.

Les activités encore à la peine voire en fortes difficultés



L' AGRICULTURE

Dans l'**agriculture**, les tensions se concentrent dans la culture de la **vigne** (50 ; +78%) et de l'élevage de **vaches laitières** (25 ; +150%).



LE COMMERCE

Dans le **commerce de détail**, la situation reste compliquée ce trimestre pour le **véhicule automobile** (300 : +30%), le **meuble** (85 ; +60%), la **pharmacie** (30 ; +76%). Dans le commerce de gros, la plupart des activités sont dans le rouge, notamment la **boisson** (34 ; +79%) ou le **meuble** domestique (16 ; +45%).



INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

L'**industrie manufacturière** dérape sensiblement dans la **récupération de déchets** triés (17 sociétés ; +89%) mais aussi la fabrication de **matériel médico-chirurgical** et dentaire (29 ; +61%).



SERVICES INFORMATIQUES

Les **services informatiques** se tendent dans le **conseil en systèmes et logiciels informatiques** (111 ; +59%)



LES TRANSPORTS

Les **transports** routiers de fret **interurbains** (183 ; +39%) comme de fret de **proximité** (261 ; +43%) sont nettement dans le rouge.



SERVICES AUX ENTREPRISES

Dans les **services aux entreprises**, le nombre de défaillances augmente encore rapidement dans le **nettoyage courant des bâtiments** (177 ; +34%) ou la **sécurité privée** (110 ; +45%)



LA CONSTRUCTION

Mais c'est la construction qui présente les tendances les plus lourdes et dans un plus grand nombre d'activités. Ainsi, la **maçonnerie** a-t-elle ravi à la restauration le fauteuil de leader des défauts du trimestre. 850 maçons sont tombés ce trimestre, c'est 38% de plus qu'au cours du 2e trimestre 2023. Dans le **gros œuvre**, la **construction de maisons individuelles** a enregistré 274 procédures (+ 54,8%). Le second œuvre n'est pas épargné. Les travaux **d'installation électrique** offrent la meilleure résistance (299 ; +10%), mais les autres activités subissent fortement la conjoncture. C'est le cas notamment des travaux de **plâtrerie** (215 ; +50%), de **menuiserie** bois et PVC (260 ; +60%) ou de travaux d'installation **d'équipements de climatisation** (163 ; +87%). Les **Travaux Publics** sont alignés à la moyenne générale (210 ; +23,5%). Les **agences immobilières** (290) enregistrent toujours des tendances lourdes (+58%).

De meilleurs signaux mais une trajectoire encore compliquée.

Thierry Millon conclut :

« Ce trimestre a été un des plus lourds qu'a connu notre économie. Cependant, les signaux positifs observés au cours du premier trimestre sur le B2C s'amplifient ce printemps. Ainsi est-il possible d'envisager un ralentissement plus franc des défaillances dans les mois à venir. Néanmoins, la faiblesse de la conjoncture handicape les sociétés fragilisées par une dette Covid non entièrement réglée. Si les PME et ETI présentent globalement une vulnérabilité moindre que lors des mois précédents, les PME restent en fragilité. Car certaines PME de taille « moyenne » présentent des structures financières insuffisantes pour pouvoir rivaliser sur les appels d'offres ou financer leurs développements. Dans une économie en panne, il est difficile de tenir pour ces employeurs de nos territoires. L'hypothèse des 64 000 défauts pour 2024 partagée en début d'année reste à ce stade envisageable. »

Pour en savoir davantage sur comment Altares peut aider votre entreprise, rendez-vous sur : <https://www.altares.com>

SOMMAIRE

Les ouvertures de sauvegardes, redressements judiciaires & liquidations judiciaires en France au 2^e trimestre 2024

1. Statistiques détaillées des défaillances 2^e trimestre 2024

- Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2^e trimestre sur 5 ans
- **Histogramme** des défaillances sur 5 ans
- Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par tranche d'âge par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par activité par nature de procédure**
- Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 20 ans
- Statistiques des défaillances **par région par nature de procédure**
- Les défaillances d'entreprises **de plus de 30 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 250 salariés** au cours du 2^e trimestre 2024 ,
- Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en régions au 2^e trimestre 2024

2. Annexes

- Méthodologie
- Secteurs d'activité analysés

PARTIE 1

Statistiques détaillées des défaillances

2^e trimestre 2024

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2^e trimestre sur 5 ans (Les données 2023 T2 et 2024 T2 non définitives sont arrêtées au 1^{er} juillet de chaque année)

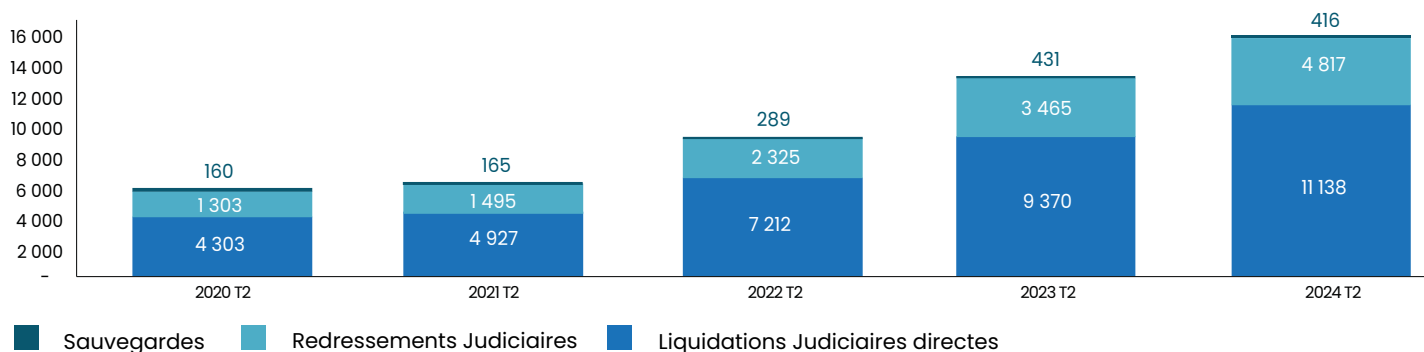
Nombre d'ouvertures	2020 T2	2021 T2	2022 T2	2023 T2	2024 T2	Évolution 2024 T2/2023 T2	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	160	165	289	431	416	-3,5%	292
Redressements Judiciaires	1 303	1 495	2 325	3 465	4 817	39,0%	2 681
Liquidations Judiciaires directes	4 303	4 927	7 212	9 370	11 138	18,9%	7 390
Total défaillances	5766	6587	9826	13266	16371	23,4%	10 363

Taux par nature de procédure	2020 T2	2021 T2	2022 T2	2023 T2	2024 T2	Évolution 2024 T2/2023 T2	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	2,8%	2,5%	2,9%	3,2%	2,5%	-0,7%	2,8%
Redressements Judiciaires	22,6%	22,7%	23,7%	26,1%	29,4%	3,3%	25,9%
Liquidations Judiciaires directes	74,6%	74,8%	73,4%	70,6%	68,0%	-2,6%	71,3%
Taux procédure	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%

Nombre d'emplois menacés	2020 T2	2021 T2	2022 T2	2023 T2	2024 T2	Évolution 2024 T2/2023 T2	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	5 900	2 300	2 100	5 300	4 200	-20,8%	3 960
Redressements Judiciaires	27 100	6 700	12 880	29 000	40 300	39,0%	23 196
Liquidations Judiciaires directes	10 400	10 530	15 580	21 400	25 000	16,8%	16 582
Total emplois menacés	43 400	19 530	30 560	55 700	69 500	24,8%	43 738

Nombre d'emplois menacés par entreprise	2020 T2	2021 T2	2022 T2	2023 T2	2024 T2	Évolution 2024 T2/2023 T2	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	36,9	13,9	7,3	12,3	10,1	-17,9%	13,6
Redressements Judiciaires	20,8	4,5	5,5	8,4	8,4	0,0%	8,7
Liquidations Judiciaires directes	2,4	2,1	2,2	2,3	2,2	-1,7%	2,2
Total emplois menacés	7,5	3,0	3,1	4,2	4,2	-	4,2

Histogramme des défaillances d'entreprises sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2023 T2				2024 T2				Évolution 2024 T2 / 2023 T2	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	195	2 099	7 237	9 531	232	3 137	8 681	12 050	26,4%	72,0%
3 à 5	62	529	1 259	1 850	62	723	1 407	2 192	18,5%	64,2%
6 à 9	56	275	418	749	32	316	509	857	14,4%	59,4%
10 à 19	67	323	314	704	50	316	396	762	8,2%	52,0%
20 à 49	33	168	123	324	30	242	113	385	18,8%	29,4%
50 à 99	6	36	12	54	7	50	23	80	48,1%	28,8%
100 et plus	12	35	7	54	3	33	9	45	-16,7%	20,0%
Total défaillances	431	3 465	9 370	13 266	416	4 817	11 138	16 371	23,4%	68,0%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2023 T2				2024 T2				Évolution 2024 T2 / 2023 T2	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	39	304	1 314	1 657	30	408	1 401	1 839	11,0%	76,2%
3 à 5 ans	103	984	2 826	3 913	89	1 382	3 411	4 882	24,8%	69,9%
6 à 10 ans	121	999	2 528	3 648	125	1 332	3 126	4 583	25,6%	68,2%
11 à 15 ans	60	433	1 150	1 643	58	630	1 316	2 004	22,0%	65,7%
16 et plus	108	745	1 552	2 405	114	1 065	1 884	3 063	27,4%	61,5%
Total défaillances	431	3 465	9 370	13 266	416	4 817	11 138	16 371	23,4%	68,0%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

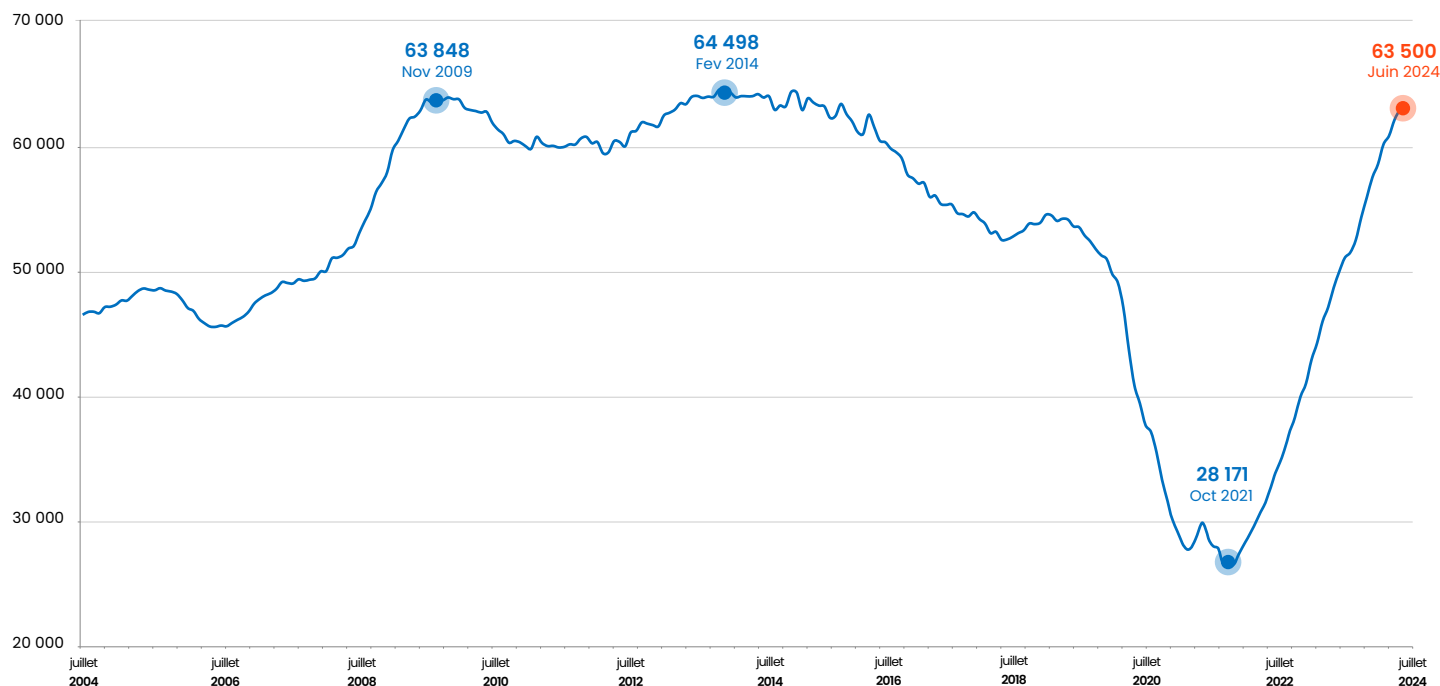
Activité	2023 T2				2024 T2				Évolution 2024 T2 /2023 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Agriculture	12	146	136	294	16	154	163	333	13,3%	48,9%
Chasse, pêche, forêt		25	31	56	1	17	32	50	-10,7%	64,0%
Culture	7	75	59	141	13	89	72	174	23,4%	41,4%
Elevage	5	46	46	97	2	48	59	109	12,4%	54,1%
Construction	55	833	2196	3084	82	1323	3023	4428	43,6%	68,3%
Bâtiment										
Gros œuvre	5	230	650	885	11	407	878	1296	46,4%	67,7%
Second œuvre	17	385	1120	1522	14	581	1507	2102	38,1%	71,7%
Travaux Publics	1	59	110	170	1	85	124	210	23,5%	59,0%
Immobilier										
Promotion immobilière	5	14	29	48	23	27	104	154	220,8%	67,5%
Agences immobilières	4	46	134	184	8	83	199	290	57,6%	68,6%
Autres activités immobilières	23	99	153	275	25	140	211	376	36,7%	56,1%
Commerce	155	573	2189	2917	87	921	2461	3469	18,9%	70,9%
Commerce & réparation véhicules										
Commerce & réparation véhicules	7	123	416	546	6	174	506	686	25,6%	73,8%
Commerce de détail										
Magasins multi-rayons	36	49	184	269	5	63	197	265	-1,5%	74,3%
Détail alimentaire	28	54	209	291	9	84	223	316	8,6%	70,6%
Bricolage & équipement du foyer	16	50	157	223	10	71	206	287	28,7%	71,8%
Sport & loisirs	2	10	72	84	4	26	69	99	17,9%	69,7%
Commerce d'habillement	21	59	228	308	8	65	226	299	-2,9%	75,6%
Soin de la personne & optique	10	21	76	107	8	102	73	183	71,0%	39,9%
Vente hors magasin	5	53	229	287	7	81	229	317	10,5%	72,2%
Carburants & combustibles	2		8	10		9	12	21	110,0%	57,1%
Autres commerces de détail	8	35	183	226	5	60	222	287	27,0%	77,4%
Commerce interentreprises										
Centrales d'achat	1	16	66	83	3	22	69	94	13,3%	73,4%
Alimentaire	2	25	66	93	6	34	76	116	24,7%	65,5%
Textile, habillement	3	6	32	41	1	12	41	54	31,7%	75,9%
Biens domestiques	7	25	52	84	7	24	78	109	29,8%	71,6%
Équipements informatiques & électroniques		13	17	30	1	9	31	41	36,7%	75,6%
Machines & équipements	3	13	59	75	3	35	48	86	14,7%	55,8%
Matériaux de construction, sanitaire...	1	10	56	67	2	19	59	80	19,4%	73,8%
Autres commerces interentreprises	3	11	79	93	2	31	96	129	38,7%	74,4%
Industrie	44	286	587	917	36	343	641	1020	11,2%	62,8%
Industrie agroalimentaire										
Industrie alimentaire	14	116	272	402	11	133	260	404	0,5%	64,4%
<i>Dont Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes</i>	13	84	216	313	2	107	201	310	-1,0%	64,8%
Industrie manufacturière										
Textile, habillement, cuir	1	17	32	50	4	14	43	61	22,0%	70,5%
Bois, matériaux de construction	1	13	26	40	4	25	25	54	35,0%	46,3%
Imprimerie	5	11	32	48	3	20	36	59	22,9%	61,0%
Métallurgie, mécanique	2	36	52	90	8	36	71	115	27,8%	61,7%
Énergie, Eau, Environnement		9	25	34		18	37	55	61,8%	92,7%
Réparation, maintenance	7	19	49	75	1	34	51	86	14,7%	137,2%
Autres industries manufacturières	14	65	99	178	5	63	118	186	4,5%	63,4%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activité	2023 T2				2024 T2				Évolution 2024 T2 / 2023 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Information & communication	13	108	305	426	23	131	375	529	24,2%	70,9%
Services informatiques & édition de logiciels	7	70	204	281	18	92	266	376	33,8%	70,7%
Autres activités information & communication	6	38	101	145	5	39	109	153	5,5%	71,2%
Transport & logistique	11	133	381	525	9	196	511	716	36,4%	71,4%
Transport routier de marchandises	8	88	232	328	6	133	323	462	40,9%	69,9%
Autres activités de transport	2	22	35	59	3	24	54	81	37,3%	66,7%
Transport routier de voyageurs	1	23	114	138		39	134	173	25,4%	77,5%
Activités d'assurance et financières	11	35	102	148	11	48	110	169	14,2%	65,1%
Activités financières	9	28	72	109	11	39	90	140	28,4%	64,3%
Activités d'assurance	2	7	30	39		9	20	29	-25,6%	69,0%
Services aux entreprises	75	455	1220	1750	84	650	1458	2192	25,3%	66,5%
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	9	69	233	311	10	101	234	345	10,9%	67,8%
Conseil en communication et gestion	7	66	225	298	13	80	247	340	14,1%	72,6%
Services d'architecture et d'ingénierie	10	49	166	225	4	96	200	300	33,3%	66,7%
Services administratifs aux entreprises										
Activités de holding ou des sièges sociaux	32	83	129	244	45	132	158	335	37,3%	47,2%
Autres services administratifs aux entreprises	14	124	262	400	11	131	341	483	20,8%	70,6%
Sécurité	1	29	70	100	1	37	98	136	36,0%	72,1%
Nettoyage de bâtiments	2	35	135	172		73	180	253	47,1%	71,1%
Services aux particuliers	10	165	452	627	6	157	537	700	11,6%	76,7%
Activités de réparation	1	16	58	75	1	16	50	67	-10,7%	74,6%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9	127	323	459	5	114	382	501	9,2%	76,2%
Autres services à la personne		22	71	93		27	105	132	41,9%	79,5%
Hébergement, restauration, débits de boissons	33	477	1309	1819	43	654	1362	2059	13,2%	66,1%
Hébergement	4	29	45	78	6	43	68	117	50,0%	58,1%
Restauration	26	383	1068	1477	33	519	1094	1646	11,4%	66,5%
<i>Dont Restauration traditionnelle</i>	17	204	546	767	11	274	492	777	1,3%	63,3%
<i>Dont Restauration rapide</i>	8	157	481	646	21	231	572	824	27,6%	69,4%
Débits de boissons	3	65	196	264	4	92	200	296	12,1%	67,6%
Autres activités	12	254	493	759	19	240	497	756	-0,4%	65,7%
Santé humaine & action sociale	6	105	129	240	10	83	133	226	-5,8%	58,8%
Activités récréatives	4	79	156	239	3	61	139	203	-15,1%	68,5%
Enseignement	1	51	154	206	4	79	175	258	25,2%	67,8%
Autres activités	1	19	54	74	2	17	50	69	-6,8%	72,5%
Total défaillances	431	3 465	9 370	13 266	416	4 817	11138	16 371	23,4%	68,0%

Évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 20 ans

(Données 12 mois glissants - juillet 2004 à juin 2024)



Êtes-vous certains que vos partenaires commerciaux ont les moyens de vous payer ?

intuiz⁺
by altares

Avec intuiz+, vérifiez la solvabilité de vos clients, prospects ou fournisseurs et protégez votre entreprise des risques de factures impayées.

Prenez vos décisions en toute confiance et développez votre activité sereinement.

En savoir plus

Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

Régions	2023 T2				2024 T2				Évolution 2024 T2/ 2023 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	41	365	1 116	1 522	44	530	1 316	1 890	24,2%	69,6%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	6	127	277	410	14	198	331	543	32,4%	61,0%
BRETAGNE	10	140	324	474	11	162	402	575	21,3%	69,9%
CENTRE-VAL DE LOIRE	24	139	291	454	9	184	321	514	13,2%	62,5%
CORSE	4	20	66	90	2	50	57	109	21,1%	52,3%
GRAND EST	33	248	642	923	21	332	755	1108	20,0%	68,1%
HAUTS-DE-FRANCE	26	249	753	1 028	23	342	745	1110	8,0%	67,1%
ILE-DE-FRANCE	89	616	2 417	3 122	47	790	3 345	4182	34,0%	80,0%
NORMANDIE	18	107	337	462	25	192	423	640	38,5%	66,1%
NOUVELLE-AQUITAINE	65	331	774	1 170	90	484	951	1525	30,3%	62,4%
OCCITANIE	41	361	871	1 273	47	417	892	1356	6,5%	65,8%
PAYS DE LA LOIRE	15	150	413	578	24	207	447	678	17,3%	65,9%
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	38	487	804	1 329	37	722	857	1616	21,6%	53,0%
AUTRES OUTRE-MER, ETRANGER, NON CONNU	21	125	285	431	22	207	296	525	21,8%	56,4%
Total défaillances	431	3 465	9 370	13 266	416	4 817	11 138	16371	23,4%	68,0%

Les défaillances d'entreprises de plus de 30 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 250 salariés au 2^e trimestre 2024

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

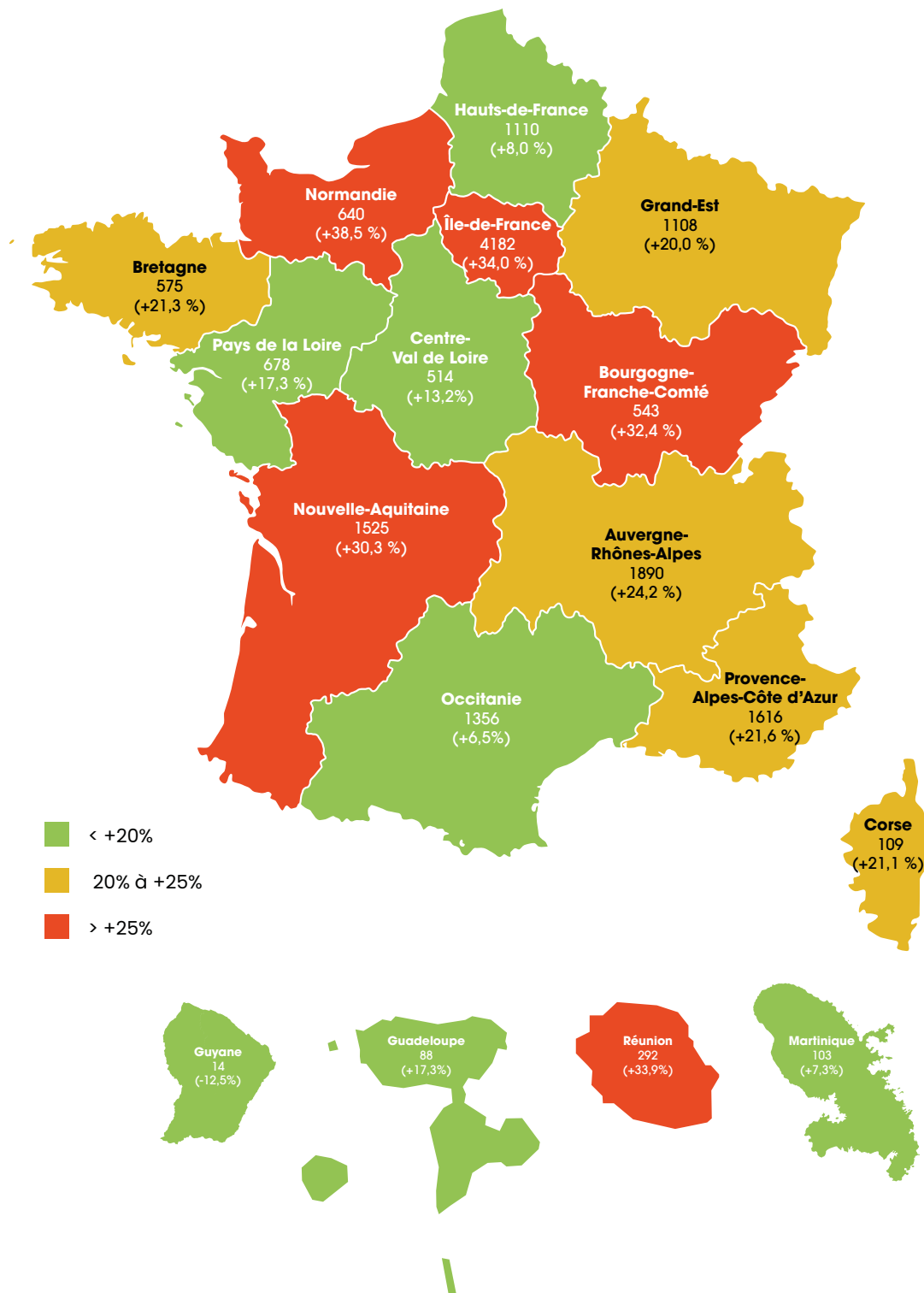
RAISON SOCIALE	ACTIVITE	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE CA	PROCEDURE OUVERTE	MOIS PROCEDURE
MILEE Adrexo	Distribution d'imprimés publicitaires - Communication	13-Bouches-du-Rhône	13946	248,4	2022	Redressement judiciaire	Mai
RESIDE ETUDES SENIORS	Location de logements	77-Seine-et-Marne	1500	140,3	2022	Conversion en redressement judiciaire	Juin
PROMOTION DU PRET A PORTER (PIMKIE)	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	59-Nord	1321	187,4	2022	Procédure de sauvegarde	Mai
SFAM	Courtage en assurance de matériel multimédia	75-Paris	500			Liquidation judiciaire	Avril
SEDEV DEVIANNE	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	59-Nord	463	77,2	2022	Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire	Mai
MA FRANCE	Emboutissage de pièces de carrosserie et de châssis	93-Seine-Saint-Denis	429	149,8	2022	Liquidation judiciaire	Mai
THE BODY SHOP (FRANCE)	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé	75-Paris	306	26,4	2022	Redressement judiciaire	Avril
MUTUELLES DE FRANCE DU VAR	Mutuelle	83-Var	300			Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'un redressement judiciaire	Juin
LABORATOIRES PRODENE KLINT	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	77-Seine-et-Marne	278	50,0	2022	Redressement judiciaire	Mai
ESTRA	Commerce interentreprises de vaisselle, verrerie et produits d'entretien	83-Var	250	7,3	2021	Redressement judiciaire	Mai
ECO.DECHETS ENVIRONNEMENT	Collecte des ordures ménagères	69-Rhône	250	2,3	2017	Redressement judiciaire	Mai
A.S.T. GROUPE	Construction de maisons individuelles	69-Rhône	243	62,9	2022	Procédure de sauvegarde accélérée	Avril
NEW DURALEX INTERNATIONAL	Fabrication de vaisselle en verre	45-Loiret	236	31,3	2022	Redressement judiciaire	Avril
INTERIOR'S	Ameublement	76-Seine-Maritime	201	31,3	2022	Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'une liquidation judiciaire	Avril
NICHE FUSED ALUMINA	Producteur de corindon blanc	73-Savoie	201	46,1	2022	Redressement judiciaire	Avril
LOCAMOD	Location de matériels de chantier, BTP	75-Paris	180	32,3	2022	Redressement judiciaire	Juin
ALTESSE	Commerce interentreprises d'articles de bijouterie	75-Paris	179	32,9	2022	Redressement judiciaire	Mai

Les défaillances d'entreprises de plus de 30 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 250 salariés au 2^e trimestre 2024

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE CA	PROCEDURE OUVERTE	MOIS DE PROCEDURE
DIRAMODE	Commerce interentreprises d'habillement et de chaussures	59-Nord	177	159,1	2022	Procédure de sauvegarde	Mai
METALLIANCE	Constructeur équipements pour la réalisation d'infrastructures (routiers, ferroviaires, métros)	71-Saône-et-Loire	150	44,2	2022	Redressement judiciaire	Mai
M.C.C.	Commerce interentreprises d'habillement et de chaussures	75-Paris	127	43,0	2023	Redressement judiciaire	Juin
ENTREPRISE ANDRE ROUX	Construction d'ouvrages et bâtiments en bois	74-Haute-Savoie	110	30,2	2023	Redressement judiciaire	Juin
AIM ANTRAIN	Abattoir bovin	35-Ille-et-Vilaine	98	77,2	2023	Redressement judiciaire	Mai
PAPETERIE SAINT MICHEL - GROUPE THIOLLET	Papier-Carton.	16-Charente	64	37,0	2022	Redressement judiciaire	Avril
CANE COOPERATIVE AGRICOLE DU NORD EST	Commerce interentreprises de céréales, semences et d'aliments pour le bétail	974-La Réunion	50	32,8	2022	Redressement judiciaire	Mai
PROVOST FRERES	Scierie	79-Deux-Sèvres	47	92,5	2022	Redressement judiciaire (Conversion de la procédure de sauvegarde)	Mai
IRSH	Equipeement domicile personne agee	87 -Haute-Vienne	40	31,0	2019	Procédure de sauvegarde	Avril

Carte d'évolution des défaillances par région au 2^e trimestre 2024



ANNEXES

Note méthodologique

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de commerce ou Judiciaire (Ex Tribunal de Grande Instance ou Tribunal d'Instance). Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation).

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargées dans la base de données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) est enregistré.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 3 janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 et 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 et 59 à 61 et 62 à 6312 et 6391 et 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 et 9604
Autres services à la personne	9601B et 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSONS	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter pour recevoir nos prochaines études

Je m'inscris

L'analyse trimestrielle

A propos d'Altares



Altares

6, Place des Degrés

CS 40344

92045 LA DEFENSE CEDEX

contact@altares.com

Tél : 01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon

Thierry.Millon@altares.com

Tel : 04 72 65 15 51

Relations presse

Urielle Dutartre

urielle.dutartre@coriolink.com

06 62 82 71 62

Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 550 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

Altares propose depuis début 2005 deux types d'analyses liées aux échanges économiques :

- **les défaillances d'entreprises en France**, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- **les retards de paiement en Europe.**

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

Part of Dun & Bradstreet's
Worldwide Network

Paris

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 LA DEFENSE CEDEX
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com

Bruxelles

Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek
Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.be

www.altares.lu

Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1094
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

www.altares.nl

Altares-D&B

Tour Landscape 6, Place des Degrés 92045 LA DEFENSE CEDEX CS 40344 | Tél. : 01 41 37 50 00 |
SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |
TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 27-545-4064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com